



Assemblée générale

Distr. générale
22 septembre 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 167 de l'ordre du jour

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

Lettre datée du 12 septembre 2022, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de réaffirmer que les États-Unis prennent au sérieux leurs obligations en tant que pays hôte de l'Organisation des Nations Unies et le privilège que constitue le fait d'être ainsi au service des États Membres. C'est à ce titre, et au nom du Gouvernement des États-Unis, que je réponds à la lettre du 5 août adressée au Secrétaire général par la Fédération de Russie ([A/76/916](#)).

Les États-Unis traitent chaque année des centaines de demandes de visa pour les besoins de représentantes et représentants de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation. Comme je l'ai expliqué en détail dans ma lettre du mois de février ([A/76/706](#)), les États-Unis délivrent plus de visas à la Fédération de Russie pour des activités multilatérales qu'à tout autre membre du Conseil de sécurité. Ainsi, dans la perspective de la semaine de haut niveau de 2021 de l'Assemblée générale et des réunions subséquentes des commissions, la Fédération de Russie avait demandé et obtenu bien plus de 100 visas temporaires, soit près de 50 % de plus que l'un des membres du Conseil de sécurité et au moins cinq fois plus que ses 12 autres membres. Plus généralement, en 2021, les États-Unis ont délivré près de 250 visas à l'usage de membres de la Mission permanente de la Fédération de Russie et 150 visas temporaires pour les besoins de ressortissants russes prenant part à des activités multilatérales. La Fédération de Russie a toujours été bien représentée au sein de l'Organisation et continue de l'être.

De plus, l'ambassade des États-Unis à Moscou continue de traiter un grand nombre de demandes de visas diplomatiques russes alors même qu'elle manque cruellement de personnel. En effet, depuis 2017, la Fédération de Russie a contraint l'ambassade des États-Unis à diminuer ses effectifs de 90 %.

Quoiqu'ils soient fort peu nombreux, nos fonctionnaires consulaires traitent toutes les demandes de visas diplomatiques et fournissent par ailleurs d'autres services essentiels ; ils se rendent notamment auprès de citoyens américains détenus ou hospitalisés. La grave pénurie de personnel que connaît l'ambassade est la conséquence directe de la décision de la Fédération de Russie de limiter nos effectifs et de licencier les employés locaux et les ressortissants de pays tiers qui travaillaient à l'ambassade et dont certains assumaient des tâches essentielles dans le traitement



des visas. Par conséquent, il faut maintenant beaucoup plus de temps à la poignée de fonctionnaires consulaires encore en poste pour traiter un volume équivalent de demandes de visas diplomatiques.

Malgré ces circonstances extraordinairement difficiles, nous faisons de notre mieux, en toute bonne foi, pour raccourcir les délais de traitement des visas. Comme les membres de mon personnel l'ont rappelé aux fonctionnaires de la Mission russe, les personnes qui souhaitent obtenir un visa diplomatique peuvent adresser leur demande à toute représentation diplomatique ou consulaire des États-Unis habilitée à traiter les demandes de visas diplomatiques, partout dans le monde. Nous sommes allés jusqu'à suggérer plusieurs ambassades ou consulats précis, notamment dans des villes reliées à Moscou par vol direct. Par ailleurs, le bureau du pays hôte continue de demander aux responsables de la Mission de la Fédération de Russie de lui communiquer la liste des membres de la délégation russe devant participer aux manifestations à venir, de manière à faciliter le processus, de rappeler que les demandeurs de visa doivent présenter rapidement un dossier complet et d'apporter son aide chaque fois que les responsables de la Mission russe portent tel ou tel cas à son attention. La récente Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été un modèle de réussite à cet égard : la Mission russe a fourni à l'avance au bureau du pays hôte la liste des membres de la délégation, qui ont déposé leur demande suffisamment tôt et reçu leur visa à temps pour la Conférence.

Permettez-moi d'être claire en ce qui concerne les cas de refus de visa que le Ministre russe des affaires étrangères, Monsieur Lavrov, a mentionnés dans sa lettre. La Fédération de Russie ne cesse d'envoyer des délégations aux manifestations et réunions de l'Organisation et d'affecter des fonctionnaires russes à la Mission permanente à des fins autres qu'une mission officielle auprès de l'Organisation.

À titre d'exemple, plus tôt cette année, les États-Unis ont fait valoir les dispositions de la section 13 de l'Accord de Siège pour exiger le départ de 12 agents de renseignement affectés à la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation. Ces personnes avaient abusé de leurs privilèges en se livrant à des activités d'espionnage préjudiciables à la sécurité nationale de notre pays. Les États-Unis ne tolèrent pas et ne toléreront jamais que la Fédération de Russie – ou tout autre État Membre – mène des activités d'espionnage ou d'autres activités non autorisées à l'ONU sous le couvert de visas diplomatiques. De tels agissements portent atteinte à l'Organisation et compromettent les activités essentielles qu'elle mène.

Nous demandons à la Fédération de Russie d'utiliser les visas diplomatiques dans le respect des règles applicables. Par ailleurs, nous continuons de demander à la Fédération de Russie de fournir au bureau du pays hôte des listes complètes et détaillées des membres des délégations russes. Compte tenu de l'allongement du délai de traitement des demandes de visa, qui tient à la fois aux mesures prises par la Fédération de Russie et aux retards accumulés dans le monde entier du fait de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), les demandes doivent être présentées le plus tôt possible.

Je tiens également à réaffirmer, comme nous l'avons fait à maintes reprises, que la fermeture des installations de loisirs de la Russie à Upper Brookville (État de New York) est une question bilatérale qui n'a rien à voir avec le rôle que nous jouons en tant que pays hôte.

Par ailleurs, nous continuons de traiter avec diligence toutes les autres questions légitimes que nous recevons. J'encourage tous les États Membres à adresser les questions pertinentes au bureau du pays hôte. Dans les cas où nous ne parvenons pas à trouver une solution par les voies de communication directes, nous sommes toujours

prêts à poursuivre la discussion dans le cadre du Comité des relations avec le pays hôte. Il est toutefois inutile et contre-productif de menacer d'invoquer la section 21 de l'Accord de Siège.

Les États-Unis sont fiers du rôle historique qu'ils jouent en tant que pays hôte du Siège de l'Organisation des Nations Unies, et l'administration Biden fait preuve d'un attachement sans faille à la diplomatie multilatérale.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 167 de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice,
Représentante des États-Unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Linda **Thomas-Greenfield**
